

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Support D'ACCOMPAGNEMENT Au Débat d'Orientations Budgétaires 2021

Commission des Finances du 27 janvier 2021

Conseil Communautaire du 11 février 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-247200348-20210211-DAG210211D001-DE

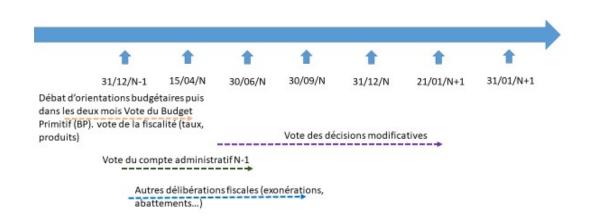
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/02/2021

# INTRODUCTION:

✓ Si l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel (BP: budget primitif), leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions.

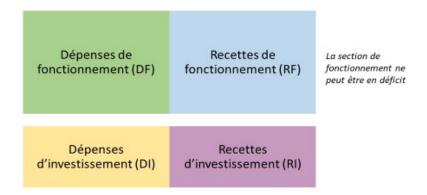
### LE CALENDRIER BUDGETAIRE ET FISCAL



- ✓ La loi du 6 février 1992 a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus (et par extension aux intercommunalités comprenant une de ces communes), l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget (D.O.B.) dans un délai de deux mois précédent l'examen de celui-ci par l'assemblée délibérante. Le D.O.B doit concerner le budget principal et les budgets annexes.
- ✓ L'un des objectifs du D.O.B est de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée sur l'avenir de la collectivité à court et moyen terme. Le R.O.B. (rapport d'orientation budgétaire) est donc un outil pédagogique permettant de partager des informations utiles au débat. Il donne notamment la possibilité de s'exprimer sur la situation financière. Il n'existe aucune obligation de forme, son contenu varie en fonction de chaque collectivité et il n'a pas de caractère décisionnel. La loi NOTRe a notamment rappelé les principes du DOB et institué l'obligation de fournir des éléments sur la dette et le personnel, ce qui était déjà institué dans le support de la communauté de communes du Pays fléchois depuis de nombreuses années.

# ✓ Schéma synthétique d'un budget

Présentation synthétique de la structure d'un budget



### Les Recettes de fonctionnement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire
013	Atténuations de charges	
70	Produits des services, du domaine et ventes	facturation particuliers, mise a disposition de personnel budgets annexes, CCPF
73	Impôts et taxes	impôts locaux, droit de place, taxe sur electricité, droits de mutation
74	Dotations et participations	Etat, CAF
75	Autres produits de gestion courante	loyers logements, entreprises
Tota	l des recettes de gestion courante	
76	Produits financiers	fonds de soutien emprunts structurés
77	Produits exceptionnels	indemnités assurances, cessions d'actifs
Total d	es recettes réelles de fonctionnement	RRF
042	Opé d'ordre de transfert entre sections	amortissement des subventions de biens amortis
Total de	es recettes d'ordre de fonctionnement	ROF
	Total de la section	
	Total de la section	

### Les dépenses de fonctionnement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire
011	Charges à caractère général	achat matières fournitures services (articles 60; 61; 62)
012	Charges de personnel et frais assimilés	articles (63; 64)
014	Atténuations de produits	dégrèvement de fiscalité
65	Autres charges de gestion courante	indemnités élus et subventions (associations, caisse des écoles, ccas, écoles privées)
Total	des dépenses de gestion courante	
66	Charges financières	intérêt de la dette
67	Charges exceptionnelles	dont subvention au budget annexe le kid
68	Dotations aux provisions	
Total de	s dépenses réelles de fonctionnement	DRF
042	Opé d'ordre de transfert entre sections	autofinancement minimum règlementaire (amortissement de certains biens)
023	Virement à la section d'investissement	autofinancement complémentaire
Total des	dépenses d'ordre de fonctionnement	DOF
	Total de la section	

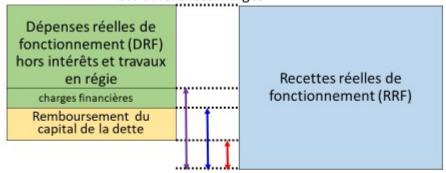
### Les recettes d'investissement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire
13	Subventions d'investissement	Europe, Etat, région, département
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	
Tota	d des recettes d'équipement	
0	Dot fonds divers et réserves	FCTVA (remb partie tva sur investissement)
068	Excédents de fonct capitalisés	couverture résultat d'investissement déficitaire n-1
65	Dépôts et cautionnements reçus	
27	Autres immo financières	
)24	Produits des cessions d'immobilisations	
To	tal des recettes financières	
Total des	recettes réelles d'investissement	DRI
021	Virement de la section de fonctionnement	
040	Opé d'ordre de transfert entre sections	
041	Opérations patrimoniales	opération d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (avance sur marché)
Total des	recettes d'ordre d'investissement	DOI
	Total de la section	

### Les dépenses d'investissement regroupées en chapitres budgétaires

Chapitre	Libellé	Commentaire			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	études, logiciels			
204	Subventions d'équipement versées	subventions d'investissement payées			
21	Immobilisations corporelles	ordinateurs, matériels, véhicules, terrains, constructions			
23	Immobilisations en cours	immobilisation en cours : constructions d'immeubles, réseaux, aménagements			
To	tal des dépenses d'équipement				
16	Emprunts et dettes assimilées	remboursement capital de la dette			
27	Autres immobilisations financières	créance sur autres établissements (gaillardière en attente de passer esubvention)			
Т	otal des dépenses financières				
Total de	es dépenses réelles d'investissement	DRI			
040	Opé d'ordre de transfert entre sections				
041	Opérations patrimoniales	opération d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (avance sur marché)			
Total de	es dépenses d'ordre d'investissement	DOI			
	Total de la section				

### Les différentes marges



Épargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers = RRF – (DRF – intérêts – travaux en régie)

Épargne brute: elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en règle = épargne de gestion – charges d'intérêts. Appelée aussi "autofinancement brut",

l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Épargne nette: elle correspond à l'épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette. = RRF – DRF – remboursement du capital

# 1ère Partie : LE CONTEXTE NATIONAL

### \* LOI DE FINANCES 2021 DANS UN CONTEXTE EXCETPIONNEL

✓ La loi de finances pour 2021 concrétise la mise en œuvre du plan de relance, qui a pour objectif le retour de la croissance économique et l'atténuation des conséquences économiques et sociales de la crise. Elle a été publiée au Journal officiel du 30 décembre 2020. L'Etat propose un plan de plus de 100 milliards sur 2 ans pour accélérer et amplifier la reprise d'activité. Il soutiendra notamment en priorité l'écologie, la cohésion et la compétitivité.

Dernièrement, pour faire face au deuxième confinement, l'Etat a prévu d'ajouter 20 milliards d'euros pour soutenir l'économie française. Des mesures complémentaires ont été annoncées à destination de la population et des entreprises.

- ✓ Le budget de la nation prend pour hypothèse une augmentation de 8.0% du PIB en volume en 2021 après un recul estimé à 10% en 2020.
  - ✓ Le déficit public 2021 serait de 6.7%, contre 10.2% en 2020.
  - ✓ Le déficit commercial 2021 est estimé à 79 milliards.
- ✓ La dette publique serait à 116.2% du PIB en 2021 après avoir atteint 117.5% de PIB en 2020.
- ✓ L'augmentation des prix à la consommation hors tabac est estimée à 0.7% en 2021.
- ✓ La baisse de 10 milliards des impôts de production (CVAE part régionale et TF et CFE sur l'industrie) ne devrait pas avoir d'impact sur le budget intercommunal. La compensation doit se faire à l'euro près, mais la communauté de communes perdra sa capacité à faire évoluer cet impôt de production.
- ✓ La suppression de la TH sur les résidences principales va être étendue aux 20% des « ménages les plus aisés » à hauteur de 30% de son montant en 2021 pour atteindre 100% en 2023. Là encore, cette réforme limite la capacité de faire évoluer les taux à la guise du bloc communal.
- ✓ L'enveloppe des concours plafonnés versée par l'Etat aux collectivités locales est stabilisée à 18.3 milliards en 2021.
- ✓ Les modalités de calcul du FCTVA (fonds de compensation de la TVA) sont modifiées. L'automatisation du versement du FCTVA est confirmée à compter de 2021. Le FCTVA serait calculé sur la base de natures comptables.

### **\* LA POPULATION**

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population	22 600	23 088	23 475	23 738	24 360	26 174	26 917	27 109
Densité moyenne (hab/km²)	67,2	68,7	69,8	70,6	72,5	77,9	80,1	80,6

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2020. Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2007 au RP2017 exploitations principales.

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

Décès domiciliées

Naissances domiciliées

120

120

2014

2015

2016

2017

2018

2019

Source: Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2020.

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

2007 2012 2017

96

20 30 à 14 15 à 29 30 à 44 45 à 59 60 à 74 75 ans ou +

Sources : Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020.

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique,

dans la géographie en vigueur au 01/01/2020.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements,

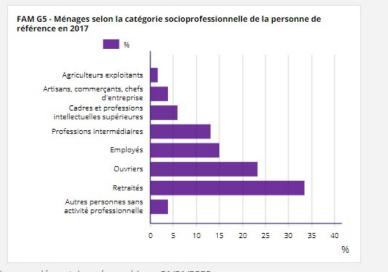
RP2007 au RP2017 exploitations principales.

FAM T1 - Ménages selon leur composition

	Nombre de ménages					Population des ménages			
	2007	%	2012	%	2017	%	2007	2012	2017
Ensemble	10 956	100,0	11 401	100,0	11 788	100,0	25 395	26 272	26 386
Ménages d'une personne	3 302	30,1	3 539	31,0	4 028	34,2	3 302	3 539	4 02
Hommes seuls	1 380	12,6	1 540	13,5	1 831	15,5	1 380	1 540	1 83
Femmes seules	1 922	17,5	1 999	17,5	2 197	18,6	1 922	1 999	2 19
Autres ménages sans famille	185	1,7	163	1,4	121	1,0	451	417	30
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	7 469	68,2	7 699	67,5	7 639	64,8	21 642	22 316	22 05
Un couple sans enfant	3 545	32,4	3 572	31,3	3 594	30,5	7 235	7 244	7 27
Un couple avec enfant(s)	3 200	29,2	3 329	29,2	3 112	26,4	12 455	12 984	12 27
Une famille monoparentale	724	6,6	798	7,0	933	7,9	1 952	2 089	2 500

Sources : Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2020.

FAM G5 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2017



Sources: Insee, RP2017 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2020.

### **\* LE LOGEMENT**

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

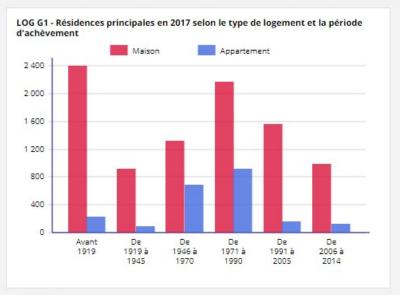
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Ensemble	7 783	8 640	9 811	10 462	11 075	12 340	12 803	13 280
Résidences principales	7 004	7 533	8 372	8 819	9 770	10 968	11 371	11 806
Résidences secondaires et logements occasionnels	333	537	587	784	625	550	456	435
Logements vacants	446	570	852	859	680	822	976	1 040

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2020.

Sources: Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2007 au RP2017 exploitations principales.

LOG G1 - Résidences principales en 2017 selon le type de logement et la période d'achèvement



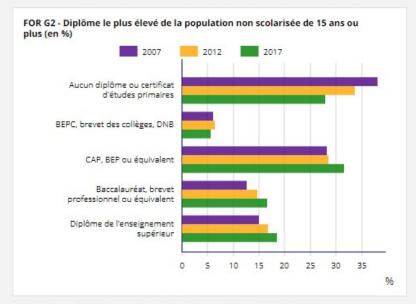
Résidences principales construites avant 2015.

Source: Insee, RP2017 exploitation principale, géographie au 01/01/2020.

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2017 LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2017 Depuis moins de 2 ans 10,9 % 30 ans ou plus 19,4 % De 2 à 4 ans 18,8 % De 20 à 29 ans 12,0 % De 5 à 9 ans De 10 à 19 ans 17,3 % Source: Insee, RP2017 exploitation principale, géographie au 01/01/2020.

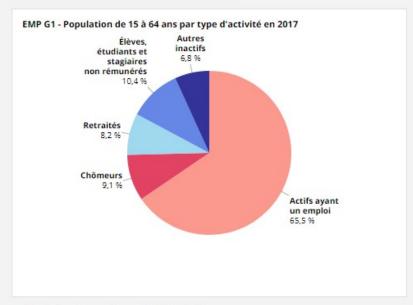
### ❖ FORMATION ACTIVITE ECONOMIE

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)



Sources: Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020.

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2017



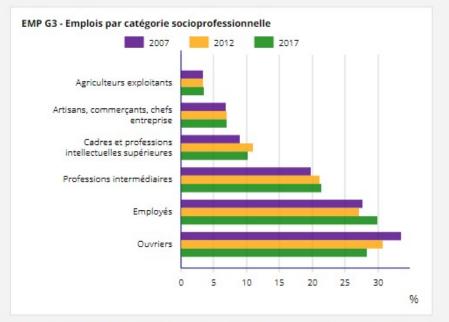
Source: Insee, RP2017 exploitation principale, géographie au 01/01/2020.

EMP T5 - Emploi et activité

	2007	2012	2017
Nombre d'emplois dans la zone	9 537	9 008	8 888
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	10 778	10 700	10 829
Indicateur de concentration d'emploi	88,5	84,2	82,1
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	57,4	57,1	56,2

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone. Sources : Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail, géographie au 01/01/2020.





Sources: Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie au 01/01/2020.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2007	%	2012	%	2017	%
Ensemble	10 775	100	10 692	100	10 828	100
Travaillent :						
dans la commune de résidence	4 732	43,9	4 163	38,9	3 995	36,9
dans une commune autre que la commune de résidence	6 043	56,1	6 529	61,1	6 833	63,1

Sources: Insee, RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020.

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2017

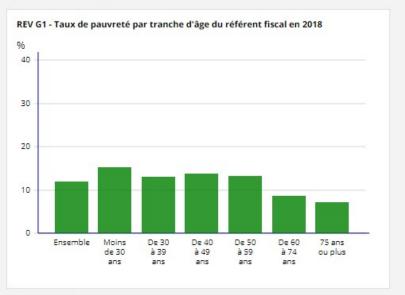


Champ: actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.

Source: Insee, RP2017 exploitation principale, géographie au 01/01/2020.

✓ Le revenu fiscal moyen connu des 14 664 foyers fiscaux du pays fléchois est de 24 016 € par an contre 24 924 € pour les contribuables des intercommunalités de même strate au niveau régional et 25 375 € au niveau national. 62.50% des foyers fiscaux étaient non imposables contre seulement 61.30% pour les établissements de même strate au niveau régional et 59.20% au niveau national (source trésor public ; données fiche synthétique exercice 2019).

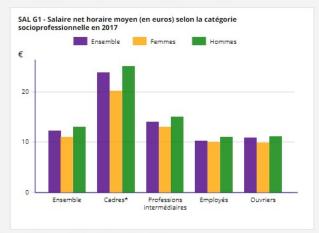
REV G1 - Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal en 2018



Champ: ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source: Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2020.

SAL G1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2017



<sup>\*</sup> Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises salariés

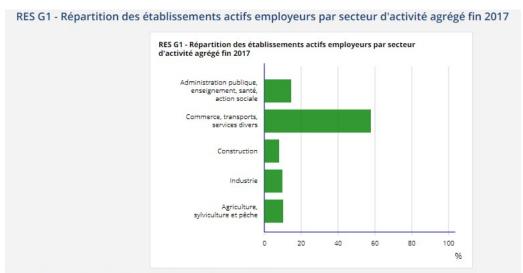
Champ: Secteur privé et entreprises publiques hors agriculture, catégorie socioprofessionnelle du poste principal occupé par le salarié dans l'année. Source: Insee, Déclaration annuelle de données sociales (DADS) et déclarations sociales nominatives (DSN), fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2020.

SAL T1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon l'âge en 2017

	Ensemble	Femmes	Hommes
De 18 à 25 ans	9,6	9,4	9,7
De 26 à 50 ans	12,2	11,2	12,9
Plus de 50 ans	14,0	12,0	15,3

Champ : Secteur privé et entreprises publiques hors agriculture.

Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales (DADS) et déclarations sociales nominatives (DSN), fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2020.



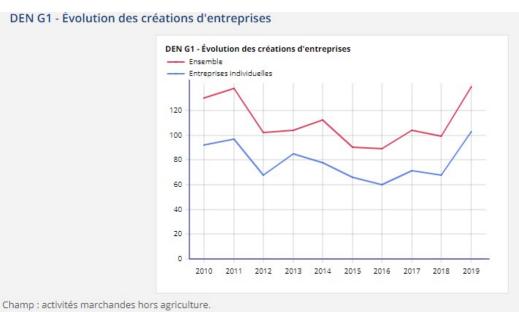
Champ: hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Source : Insee, Flores (Fichier LOcalisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2020.



Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.

Source : Insee, Flores (Fichier LOcalisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié) en géographie au 01/01/2020.



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2020.

✓ Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A.

### Septembre 2020 évolution sur un an :

C.C. Pays	Département	Région Pays
Fléchois	de la Sarthe	de la Loire
+5.3%	+7.1%	+9.5%

Source pôle emploi région pays de la Loire données localisées

### 3<sup>ème</sup> trimestre 2020, moyenne trimestrielle évolution sur un an

ZONE d'emploi (pôle emploi)	Taux 3eme trimestre 2020	Evolution / 1 an en points
LE MANS	9.7 %	+ 1.0
SABLE	7.5 %	+ 0.9
LA FERTE BERNARD	7.9 %	+ 0.9
LA FLECHE	8.8 %	+ 1.0
LAVAL	6.4 %	+ 1.0
MAYENNE	6.3 %	+ 0.9
ANGERS	9.7 %	+ 0.8
SAUMUR	9.4 %	+ 0.7

Source Insee

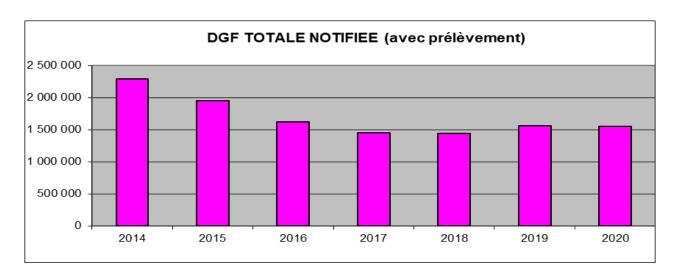
A partir du deuxième trimestre de 2020, les taux de chômage localisés par zone d'emploi sont réalisés à partir des nouvelles zones d'emploi en base 2020 (voir https://www.insee.fr/fr/information/4652090 et https://www.insee.fr/fr/information/4652957).

Ces estimations intègrent pour la première fois les quinze zones d'emploi de Guadeloupe, de Martinique et de la Réunion, pour lesquelles les séries de taux de chômage commencent au premier trimestre 2014.

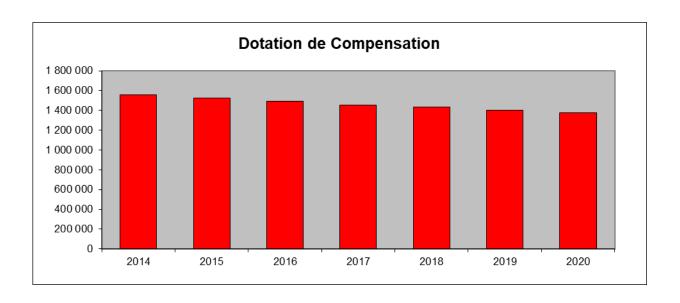
### **\* LES DOTATIONS**

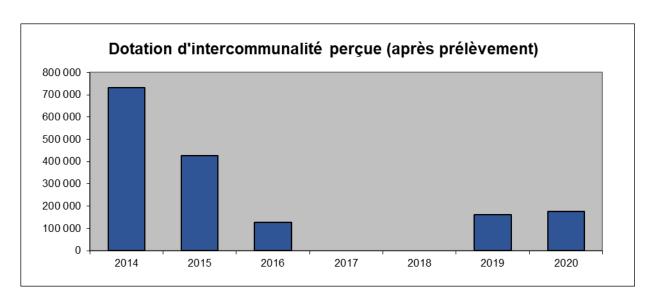
✓ La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

De 2014 à 2017, les collectivités ont participé au redressement des finances publiques via un prélèvement sur leur DGF. Ce prélèvement est gelé à compter de 2018 sur la base de 2017.



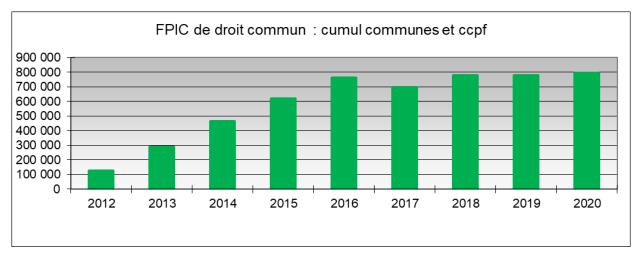
DGF	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation de Base	188 464	179 432	180 154	177 872			
Dot. De Péréquation	374 073	369 882	355 309	344 122			
Dotation Bonifiée	280 159	276 318	277 772	271 175			
Dotation Calculée	842 696	825 632	813 235	793 169	0	160 391	174 633
contr red fi pub sur DGF	-110 810	-398 380	-685 024	-793 169			
Dotation d'intercommunalité	731 886	427 252	128 211	0	0	160 391	174 633
Evolution en %		-41,62%	-69,99%	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	8,88%
Dotation de Compensation	1 556 455	1 522 486	1 493 025	1 451 538	1 436 840	1 403 849	1 378 182
Evolution en %		-2,18%	-1,94%	-2,78%	-1,01%	-2,30%	-1,83%
DGF TOTALE notifiée	2 288 341	1 949 738	1 621 236	1 451 538	1 436 840	1 564 240	1 552 815
Evolution en %		-14,80%	-16,85%	-10,47%	-1,01%	8,87%	-0,73%
Population DGF	26 853	26 877	26 878	26 976	29 140	29 162	28 865
DGF / Habitant	85,22	72,54	60,32	53,81	49,31	53,64	53,80
contr red fi pub sur fiscalité	0	0	0	-35 162	-41 839	-41 839	-41 839
DGF théorique avec prel/fiscalité	2 288 341	1 949 738	1 621 236	1 416 376	1 395 001	1 522 401	1 510 976
Evolution en %	·	-14,80%	-16,85%	-12,64%	-1,51%	9,13%	-0,75%
dgf théorique par habitant	85,22	72,54	60,32	52,51	47,87	52,20	52,35

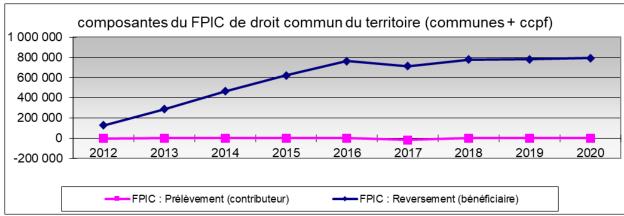


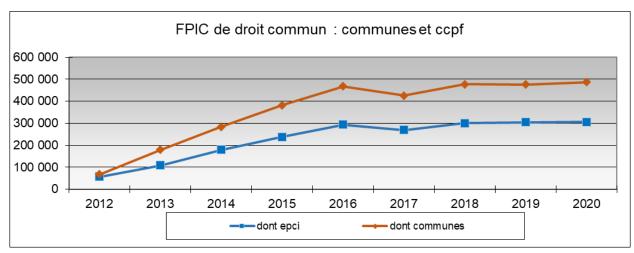


### ✓ Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Le fonds de péréquation intercommunale est prélevé sur certains territoires pour être redistribué à d'autres.







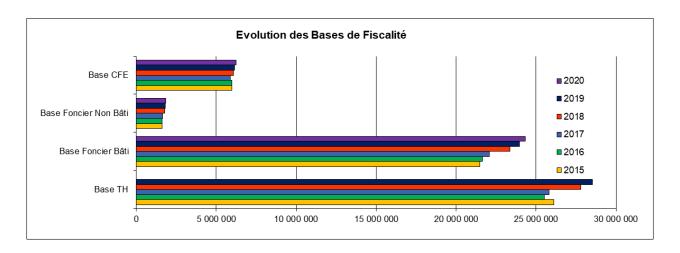
				+2 commune	3		+2 communes	1		
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	cumulé
FPIC : Prélèvement (contributeur)	-1 180	0	0	0	0	-16 827	0	0	0	-18 007
dont epci	-336	0	0	0	0	-6 511	0	0	0	-6 847
dont communes	-844	0	0	0	0	-10 316	0	0	0	-11 160
FPIC : Reversement (bénéficiaire)	126 544	288 458	463 353	620 243	761 843	711 815	778 096	779 958	793 312	5 323 622
dont epci	57 507	108 506	178 924	238 059	293 782	275 467	300 819	303 958	306 164	2 063 186
dont communes	69 037	179 952	284 429	382 184	468 061	436 348	477 277	476 000	487 148	3 260 436
SOLDE FPIC	125 364	288 458	463 353	620 243	761 843	694 988	778 096	779 958	793 312	5 305 615
Evolution annuelle en MONTANT		163 094	174 895	156 890	141 600	-66 855	83 108	84 970	13 354	
Evolution annuelle en %		130,10%	60,63%	33,86%	22,83%	-8,78%	11,96%	0,24%	1,71%	
dont epci	57 171	108 506	178 924	238 059	293 782	268 956	300 819	303 958	306 164	2 056 339
dont communes	68 193	179 952	284 429	382 184	468 061	426 032	477 277	476 000	487 148	3 249 276

### \* LA FISCALITE

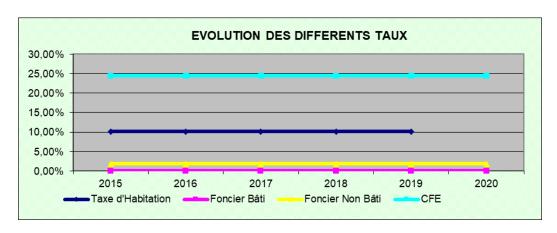
✓ Après la suppression de la taxe professionnelle, le bloc communal (commune + intercommunalité) subit la suppression de la taxe d'habitation. Quand bien même le produit est compensé par l'Etat à court terme, rien ne permet de le garantir sur un temps plus long. Par ailleurs la perte des gains liés au dynamisme des bases est un manque à gagner pour les prochaines années. De plus la suppression de la TH peut changer le rapport du citoyen au service public puisque l'usager dès lors qu'il ne paie pas de foncier n'est plus contribuable. La taxe d'habitation a déjà disparue pour 80% des ménages et sera complètement supprimée en 2023 pour 100% des contribuables sur les résidences principales. Pour mémoire ci-après l'évolution de la TH.

La loi de Finances pour 2021 réduit également les impôts dits de production et prévoit une compensation. Cette nouvelle initiative de l'Etat limite de nouveau l'autonomie fiscale de la collectivité en la rendant toujours plus dépendante des décisions de l'Etat.

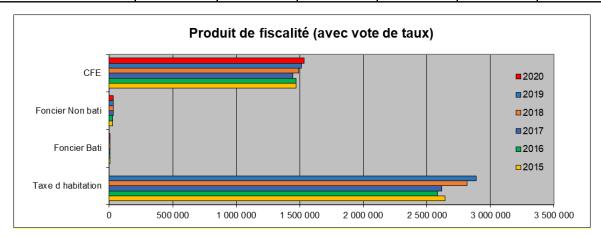
### ✓ La fiscalité avec vote des taux



	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	prévisionnel
Base TH	26 114 346	25 520 987	25 826 325	27 796 688	28 514 069	
Evolution de n/n-1		<b>-</b> 2,27%	1,20%	7,63%	10,41%	
Base Foncier Bâti	21 480 120	21 662 542	22 070 123	23 356 160	23 956 779	24 319 000
Evolution de n/n-1		0,85%	1,88%	5,83%	8,55%	4,12%
Base Foncier Non Bâti	1 624 767	1 628 804	1 642 099	1 784 822	1 824 216	1 837 000
Evolution de n/n-1		0,25%	0,82%	8,69%	11,09%	2,92%
Base CFE	5 988 979	5 990 791	5 885 111	6 073 118	6 160 940	6 252 000
Evolution de n/n-1		0,03%	-1,76%	3,19%	4,69%	2,95%



taux de fiscalité/années	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taxe d'Habitation	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%	
Foncier Bâti	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
Foncier Non Bâti	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%
CFE	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%

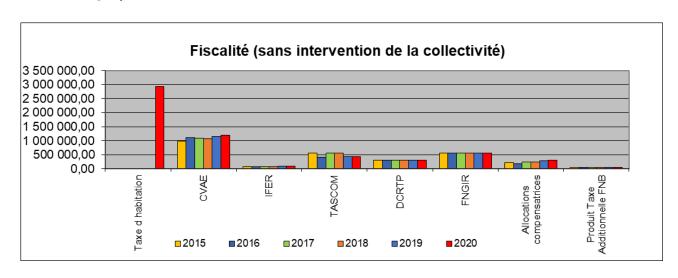


	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Avec vote d un taux	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	prévisionnel
Taxe d habitation	2 645 383,25	2 585 275,98	2 616 206,72	2 815 804,49	2 888 475,19	
Foncier Bati	6 444,04	6 498,76	6 621,04	7 006,85	7 187,03	7 295,70
Foncier Non bati	29 733,24	29 807,11	30 050,41	32 662,24	33 383,15	33 617,10
CFE	1470 294,34	1470 739,19	1444 794,75	1490 950,47	1512 510,77	1534 866,00
total fiscalité avec vote	4 151 854,87	4 092 321,05	4 097 672,92	4 346 424,05	4 441 556,15	1 575 778,80

En 2018, la communauté de communes a voté pour la première fois un produit de taxe gemapi de 216 000 €. Cette taxe est fléchée pour cette compétence.

			Produits en € par l	nabitant	
Produits des impôts locaux	Produits en €		Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB + GEMAPI)	92.781	3	25	21	27
-> dont GEMAPI (FB)	86.735	3	1	1	1
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB + GEMAPI)	41.995	1	6	4	5
-> dont GEMAPI (FNB)	9.140	0	0	0	0
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB)	51.229	2	2	1	1
Cotisation foncière des entreprises	1.540.920	54	72	84	91
-> dont au titre de la FPU	1.519.611	53	72	83	90
-> dont GEMAPI (CFE) - FPU ou FPZ/FPE en zone	21.309	1	0	0	1

### La fiscalité sans vote des taux

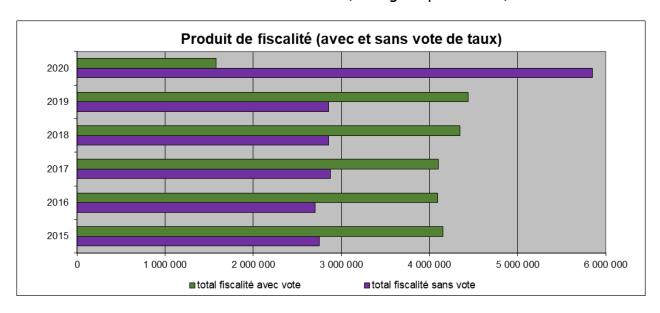


	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Sans vote d un taux	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	prévisionnel
Taxe d habitation						2 933 952,00
CVAE	974 933,00	1 111 353,00	1 082 338,00	1 063 975,00	1 161 776,00	1 204 474,00
IFER	80 322,00	83 331,00	80 759,00	80 759,00	86 605,00	88 019,00
TASCOM	551 984,00	418 013,00	559 408,00	559 408,00	424 677,00	425 287,00
DCRTP	304 513,00	304 513,00	304 513,00	304 513,00	304 513,00	297 020,00
FNGIR	570 747,00	570 747,00	570 747,00	570 747,00	549 864,00	549 864,00
Allocations compensatrices	225 998,00	172 604,00	232 311,00	232 311,00	280 373,00	298 806,00
Produit Taxe Additionnelle FNB	42 693,00	41 839,00	43 798,00	43 798,00	51 294,00	50 143,00
total fiscalité sans vote	2 751 190,00	2 702 400,00	2 873 874,00	2 855 511,00	2 859 102,00	5 847 565,00

		Produits en € par habitant				
Produits des impôts locaux	Produits en €	Pour le groupement	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	1.161.776	41	41	50	44	
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)	87.149	3	6	9	14	
-> dont IFER éoliennes terrestres et hydroliennes	0	0	0	2	2	
-> dont IFER usines de production électrique	0	0	0	2	5	
-> dont IFER transformateurs électriques	29.248	1	3	3	4	
-> dont IFER stations radioélectriques	50.303	2	2	2	2	
-> dont IFER gaz	7.598	0	1	1	1	
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0	0	0	10	9	

	Produits en € par habitant				
DCRTP et FNGIR	Produits en €	Pour le groupement	Moyenne départementale	Moyenne régionale	Moyenne nationale
DCRTP	297.020	10	9	6	6
FNGIR					
-> Versement	549.864	19	14	10	9
-> Prélèvement	0	0	11	11	27

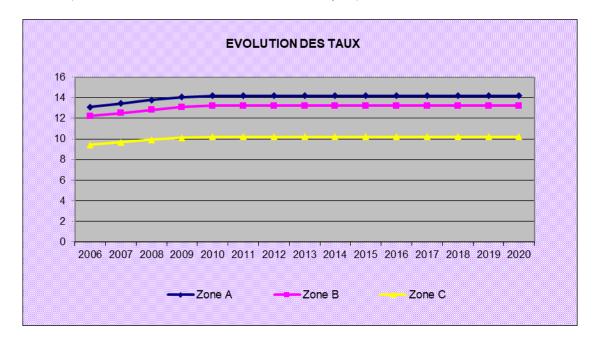
### ✓ La fiscalité cumulée non affectée (hors gemapi et teom)



	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total fiscalité etat 1259	6 903 044,87	6 794 721,05	6 971 546,92	7 201 935,05	7 300 658,15	7 423 343,80

## ✓ La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Depuis 2010, la collectivité n'a pas augmenté ses taux. Les produits supplémentaires sont liés uniquement à l'évolution des bases. (Physiques et loi de finances).



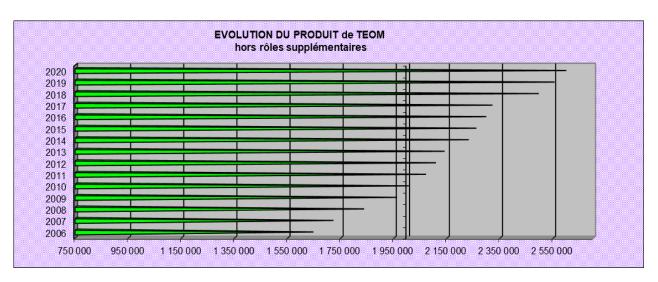
Il existe 3 taux qui s'appliquent en fonction du nombre de collectes.

Zones / années	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Zone A	14,19	14,19	14,19	14,19	14,19	14,19
Zone B	13,22	13,22	13,22	13,22	13,22	13,22
Zone C	10,22	10,22	10,22	10,22	10,22	10,22

+2 communes

Bases teom	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Zone A	2 101 719	2 161 452	2 142 930	2 189 348	2 174 027	2 210 468
Zone B	9 271 058	9 361 598	9 460 028	10 579 892	10 824 137	10 971 271
Zone C	7 192 316	7 355 601	7 485 518	7 676 286	7 964 402	8 154 593
total bases	18 565 093	18 878 651	19 088 476	20 445 526	20 962 566	21 336 332
	evol n/n-1 zone A	2,84%	-0,86%	2,17%	-0,70%	1,68%
	evol n/n-1 zone B	0,98%	1,05%	11,84%	2,31%	1,36%
	evol n/n-1 zone C	2,27%	1,77%	2,55%	3,75%	2,39%

bases etat 1259 teom



			+2 communes			
TEOM (pdt)	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total	2 258 922	2 296 056	2 319 717	2 493 847	2 553 407	2 597 467
évolution n/n-1	1,29%	1,64%	1,03%	7,51%	2,39%	1,73%

			Produits en € par habitant				
Produits des impôts locaux	Produits en €		Moyenne départementale	,	Moyenne nationale		
Taxe ou taxe incitative d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM/TIEOM)	2.559.045		22	23	74		

### \* LE COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCALE (CIF)

Le CIF correspond au rapport entre la fiscalité perçue par l'EPCI et la totalité de la fiscalité du territoire perçue par l'ensemble intercommunal (communes et intercommunalité)

C'est un indicateur est utilisé notamment dans le calcul de la DGF. Plus le CIF est élevé plus la collectivité est avantagée.

Coefficient d'intégration fiscale	CIF pour le groupement	Moyenne pour les GFP de même nature	
Coefficient d'intégration fiscale	0.389711	0.372909	

### \* LE PERSONNEL DE LA CCPF

Depuis plusieurs années des salariés de la ville de La Flèche ont été transférés à la communauté de communes, soit dans le cadre d'un transfert de compétences, soit dans le cadre de la mutualisation d'un service. Il existe donc des personnels qui travaillent pour la ville mais qui sont rémunérés à 100% par la CCPF. Dès lors, la ville de La Flèche rembourse sa quote-part de la masse salariale. Des personnels des communes sont également mis à disposition de la CCPF, c'est notamment le cas pour les TFP.

Des données détaillées sont disponibles dans le bilan social 2020 dont quelques extraits sont fournis ci-après.

En 2019, 241 agents ont travaillé au moins une fois à la Communauté de Communes du Pays Fléchois.

Parmi cette population, 178 sont des agents permanents, en activité au 31 décembre 2019.

### Portrait type

d'un agent permanent travaillant à la Communauté de Communes du Pays Fléchois

Sexe : Féminin (57.87 % de l'effectif) Catégorie : C (66.85 % de l'effectif)

Age moyen : 40 ans 4 mois Ancienneté : 5 ans 5 mois

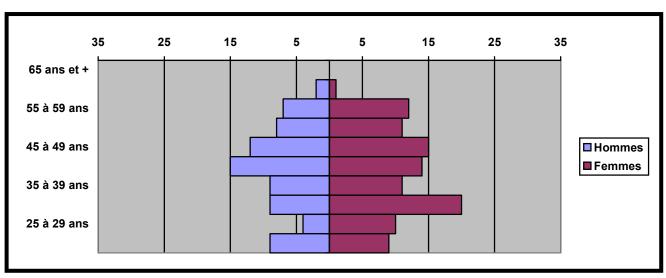
Temps de travail : temps complet (74.16 % de l'effectif)

Au moins une formation: 60.67 % de l'effectif

Coût salaires + charges : 3 325 € (avec effectif annuel ETP)

Au moins une absence pour maladie ordinaire : 22.47 % de l'effectif

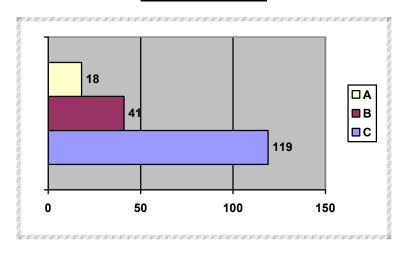
### Pyramides des âges



La moyenne d'âge est de 40 ans et 4 mois.

22 personnes ont plus de 55 ans. Ainsi, 12 % des agents partiraient à la retraite durant les 10 prochaines années.

### Répartition par catégorie



### Répartition Hommes/Femmes

Pourcentage H/F	2011	2013	2015	2017	2018	2019
Femmes	32.87 %	39.02 %	45.24 %	57.14 %	58.65 %	57.87 %
Hommes	67.13 %	60.98 %	54.76 %	42.86 %	41.35 %	42,13 %

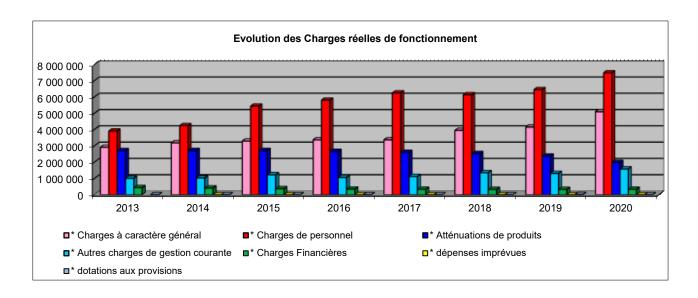
### Age et ancienneté

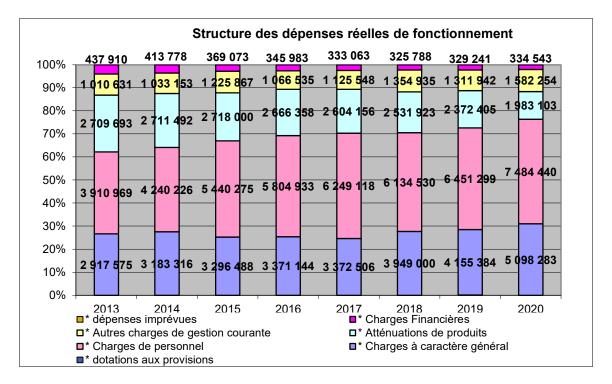
Age et ancienneté en années	2011	2013	2015	2017	2018	2019
Age moyen	41 a 8 m	44 a 9 m	44 a 5 m	40 a 1 m	40 a 5 m	40 a 4 m
Ancienneté moyenne					5 a 2 m	5 a 5 m

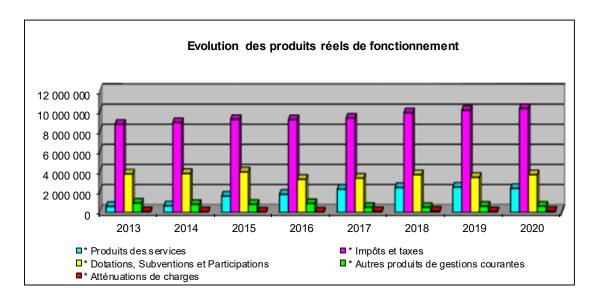
### **\* ELEMENTS RETROSPECIFS**

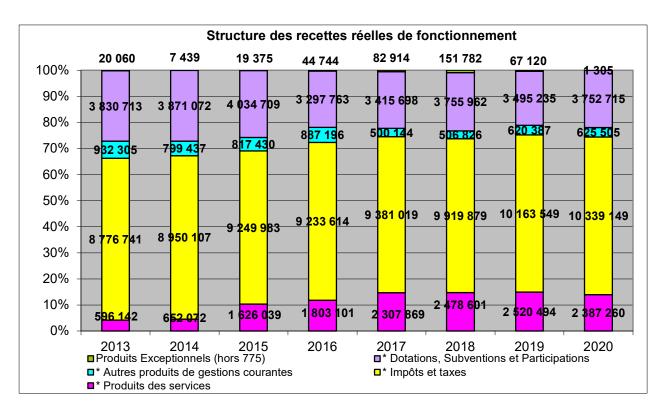
Il est important de rappeler que les compétences et l'organisation de la collectivité ont évoluées. Les données suivantes doivent être lues avec précaution puisqu'elles ne sont pas à périmètre constant (transfert et extension de la compétence petite enfance en 2012, mutualisation des services rh, finances, informatique, administration générale en 2015, extension de la compétence voirie et prise de la compétence gemapi en 2018, intégration de nouvelles communes dans le périmètre, extension de la compétence voirie, extension redéfinition de la compétence enfance-jeunesse...).

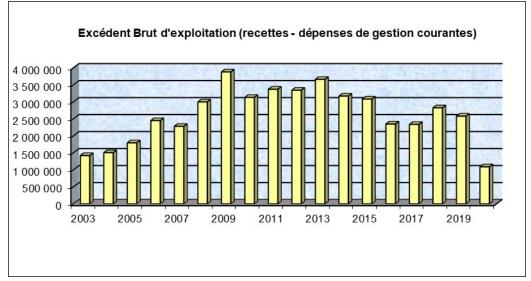
Les chiffres 2020 correspondent aux crédits ouverts sur l'exercice (BP + DMs)

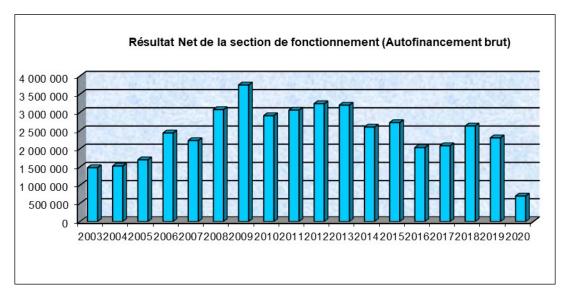


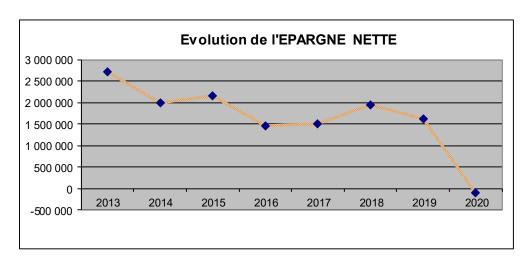


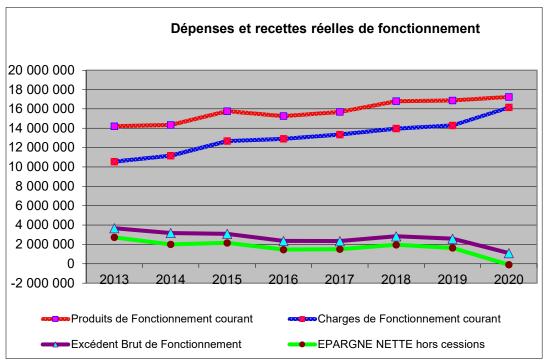












	Mantant on C	Montant en € par hab pour			
	Montant en €	CC	Région	France entière	
FONCTIONNEMENT					
Total des produits de fonctionnement = A	14.770.436	516	363	374	
dont : Produits de fonctionnement réels	14.534.363	508	352	365	
dont : Impôts locaux	6.702.837	234	277	279	
Reversements de fiscalité des GFP	-2.050.021	-72	-102	-111	
Autres impôts et taxes	579.158	20	10	1	
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	2.559.171	89	18	56	
Dotation globale de fonctionnement	1.564.240	55	46	49	
Autres dotations et participations	1.930.995	67	35	46	
dont : FCTVA	24.922	1	1	1	
Produits des services et du domaine	2.520.494	88	52	36	
dont Redevance d'enlèvement des ordures ménagères	79.023	3	6	3	

Total des charges de fonctionnement = B	13.606.900	475	326	333
dont : Charges de fonctionnement réelles	12.182.668	425	291	304
dont : Charges de personnel (montant net)	6.379.454	223	139	121
Achat et charges externes (montants nets)	4.076.728	142	68	84
Charges financières	329.241	11	5	5
Subventions versées	171.212	6	25	32
Contingents	989.624	35	33	45
Résultat comptable = A - B = R	1.163.536	41	37	41
Capacité d'autofinancement brute = CAF	2.351.695	82	60	61
INVESTISSEMENT				
Total des ressources d'investissement budgétaires=C	6.761.087	236	138	132
dont : Excédents de fonctionnement capitalisés	1.926.224	67	43	35
Dettes bancaires et assimilées(hors ICNE) (1)	2.000.000	70	9	23
Autres dettes à moyen long terme	5.117	0	0	0
Subventions reçues	757.482	26	25	24
FCTVA	588.683	21	13	11
Autres fonds globalisés d'investissement	0	0	0	0
Amortissements	1.258.452	44	28	23
Provisions	0	0	0	0
Total des emplois d'investissement budgétaires = D	6.407.832	224	135	140
dont : Dépenses d'équipement	5.547.483	194	98	107
Remboursement de dettes bancaires et assimilées (1)	669.380	23	22	19
Remboursements des autres dettes à moyen long terme	706	0	0	1
Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0
Charges à répartir	0	0	0	0
Immobilisations affectées, concédées	0	0	0	0
Besoin de financement résiduel = D - C	-353.254	-12	-2	8
+ Solde des opérations pour compte de tiers	0	0	0	-0
Besoin de financement de la section d'investissement	-353.254	-12	-2	8
Résultat d'ensemble	1.516.790	53	39	33

Source dgfip gestion CA 2019 : Nombre de communautés de communes traitées pour la Région : 55 soit 100 % de la Région Nombre de communautés de communes traitées pour la France entière : 818 soit 100% de la France entière

	Montant en €	Montant en € par hab pour			
	Montant en e	CC	Région	France entière	
DETTE					
Encours total de la dette au 31 décembre	10.747.099	375	180	195	
dont encours des dettes bancaires et assimilées	10.613.520	371	176	192	
Encours des dettes bancaires et assimilées retraité du solde du compte 441.21	10.613.520	371	176	191	
Annuités des dettes bancaires et assimilées (1)	970.553	34	26	24	
Avances du Trésor (solde au 31/12)	0	0	0	0	
FONDS DE ROULEMENT en fin d'exercice	-568.495	-20	146	134	

# 3<sup>eme</sup> Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DU BUDGET PRINCIPAL

### \* PREAMBULE

- ✓ Par expérience, et par principe de précaution, pour une année N, on remarque que les prévisions ont toujours été un peu plus pessimistes que la réalité constatée à postériori, ce qui permet de dégager un résultat à utiliser en N+1.
- ✓ Les collectivités locales ne doivent jamais être en déficit et ne peuvent pas emprunter pour financer leur fonctionnement.

### \* METHODOLOGIE

✓ Les prévisions budgétaires 2021 sont réalisées sur la base du budget primitif 2020 et de quelques lignes de DM ci-après.

Groupe Article Nat. (Code / Libellé)	Service Gestionnaire (Libellé)	Mt Voté DMS CP	Reel/ Ordr e (Cod	Commentaire proposition
7331 - Taxe d'enlèvement des ordures ména	ENVIRONNEMENT	- 14 970,00	R	ajust selon notification
73111 - Taxes foncières et d'habitation	FINANCES	- 52 824,00	R	ajust selon notification
73112 - Cotisation sur la Valeur Ajoutée des F	FINANCES	7 374,00	R	ajust selon notification
73113 - Taxe sur les Surfaces Commerciales	FINANCES	587,00	R	ajust selon notification
73114 - Imposition Forfaitaire sur les Entrep	FINANCES	- 281,00	R	ajust selon notification
7318 - Autres impôts locaux ou assimilés	FINANCES	- 15 809,00	R	ajust selon notification
73221 - FNGIR	FINANCES	464,00	R	ajust selon notification
73211 - Attribution de compensation	FINANCES	29 926,46	R	ajustement AC 2020
73223 - Fonds de péréquation des ressource F	FINANCES	1 864,00	R	ajustement droit commun
Т	otal 73 - Impôts et taxes	- 43 668,54		
74124 - Dotation d'intercommunalité	FINANCES	14 333,00	R	ajust selon notification
74126 - Dotation de compensation des group	FINANCES	- 25 618,00	R	ajust selon notification
748313 - Dotation de compensation de la réfi	FINANCES	- 2 980,00	R	ajust selon notification
74833 - Etat - Compensation au titre de la C	FINANCES	20 419,00	R	ajust selon notification
74834 - Etat - Compensation au titre des exc	FINANCES	14,00	R	ajust selon notification
74835 - Compensation au titre des exonérat F	FINANCES	12 073,00	R	ajust selon notification
Total 74 - Do	otations et participations	18 241,00		
	Total général	- 25 427.54		

Groupe Article Nat. (Code / Libellé)	Service Gestionnaire (Libellé)	Mt Voté DMS CP	Réel/ Ordr e -	Commentaire proposition
615610 - Maintenance logiciels divers	INFORMATIQUE	10 750,00	R	NOUVELLE DEMANDE
62878 - à d'autres organismes	POLE PETITE ENFANCE	22 000,00	R	participation 2020 CC val de Sarthe
6247 - Transports collectifs	TRANSPORT ANIMATIONS	- 10 000,00	R	AJUSTEMENT BP DOUBLON
6247 - Transports collectifs	TRANSPORT ANIMATIONS	- 14 000,00	R	AJUSTEMENT BP DOUBLON
6247 - Transports collectifs	TRANSPORT ANIMATIONS	- 29 000,00	R	AJUSTEMENT BP DOUBLON
Total 011 - Ch	arges à caractère général	- 20 250,00		
739211 - Attributions de compensation	FINANCES	17 917,27	R	ajustement AC 2020
Total 014	- Atténuations de produits	17 917,27		
6553 - Service d'incendie	DIRECTION ADMINISTRATIO	6 000,00	R	AUGMENTATION COTISATION SDIS 2020
Total 65 - Autres ch	6 000,00			
	Total général	3 667,27		

✓ La prospective est réalisée au fil de l'eau. Elle reprend donc les éléments connus ou fortement pressentis à ce jour. A défaut, il est nécessaire de définir des hypothèses aussi réalistes que possible.

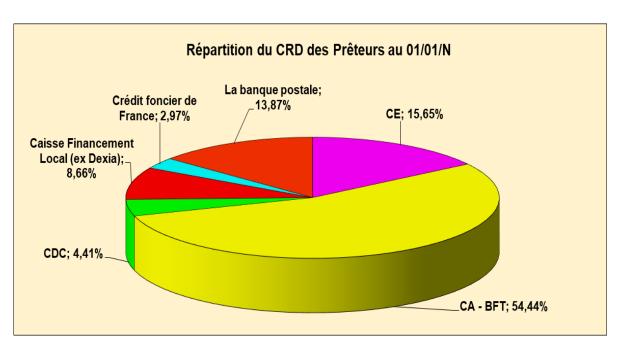
Ces dernières sont détaillées dans ce ROB. Elles permettent d'établir une vision de l'avenir qu'il conviendra de corriger en fonction des éléments du débat.

Ce dernier facilitera l'élaboration du budget 2021 tout en anticipant la situation financière de la collectivité à l'horizon 2024. Cet exercice ne prend donc pas en compte de transfert de compétences avec charges supplémentaires ou de changements de périmètre de la communauté de communes du Pays Fléchois. Il n'est pas prévu de surveillance de nuit au CHES.

L'impact financier des changements en matière de collecte des déchets ménagers n'est pas intégré à la prospective car non connu à ce jour.

Seul l'impact d'un moindre recours aux contractuels lié à la fermeture de l'ilébulle pour travaux est intégré à la prospective. La fermeture entrainerait une diminution des coûts uniquement si des personnels sont réaffectés hors collectivité.

### \* LA DETTE



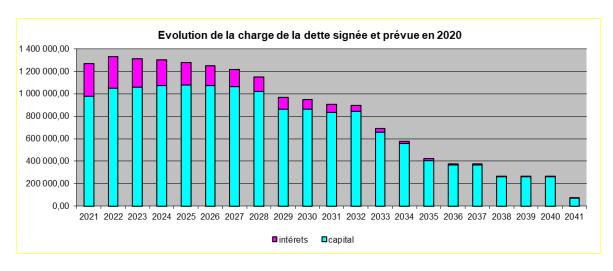
97.24 % de la dette est contractée à taux fixe

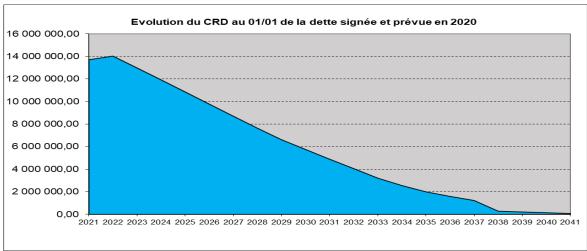
✓ Détail de la dette inscrite au budget 2020 et non signée au 31/12

emprunts 2020 non souscrits au 31/12	cumul	à souscrire	à annuler
non ventilables	1 826 000,00	1 200 000,00	626 000,00
dechetterie oizé	144 000,00	100 000,00	44 000,00
total	1 970 000,00	1 300 000,00	670 000,00

On prend pour hypothèse la réalisation d'un prêt sur 20 ans en taux fixe annuel échéance constante de 1 300 000 en 2021 au titre de 2020. 670 000 serait donc annulés grâce à des excédents de la section de fonctionnement de 2020.

Environ 21 % de notre encours de dette (signé fin 2020) a servi à financer des bâtiments à vocation économique.





### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

✓ Les évolutions globalisées : les chiffres en rouge correspondent à des données ajoutées ou modifiées par rapport au ROB 2020.

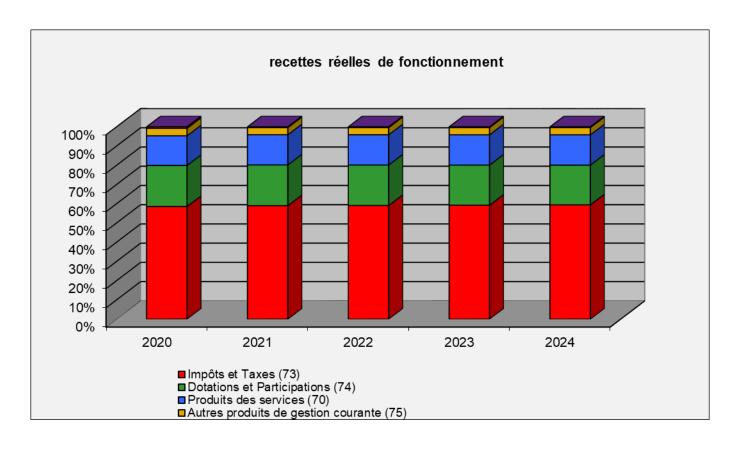
Evolutions N/N-1 Recettes DOB 2021	2021	2022	2023	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION (70)				
Mise à disposition de personnels	0,00%	1,50%	1,50%	1,50%
remboursement de frais	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
autres produits (autres 708)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Redevance spéciale	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
entrées piscine	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Prestations familles (petite enfance)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Prestations familles (enfance jeunesse)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Entrées CHES 70688-903	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Autres	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
PRODUITS DOMANIAUX (75)				
Loyers Maisons de Santé 51	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
produits déchets 812	0,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Locations MEFE 902	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Locations bâtiments économiques 93	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Autres dont ilébulle	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
ATTENUATIONS DE CHARGES (013)	0,00%	2,00%	2,00%	2,00%
DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATION (74)				
etat aide Contrats Aidés et autres	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
psu caf petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
pse caf petite enfance	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
psu msa petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
autres sub petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
psu enfance jeunesse	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
pse enfance jeunesse	0,00%	0,00%	0,00%	2,00%
autres subv enfance jeunesse fete des lacs	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
caf sport loisirs tep + fds de soutien 42	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Participation Eco Emballage et autres pour dechets 812	0,00%	3,00%	3,00%	3,00%
agence de l'eau marais	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv région marais	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv région contrat TEN	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv gemapi agence de l'eau	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
7488 autres	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres Subventions	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Dotation d'intercommunalité	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dotation de compensation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dotation de comp de ressources TP 748313 et 14	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Allocations compensatrices TH & CFE autres 7483,,,	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fctva	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
IMPOTS ET TAXES (73)		.,		
th fb et fnb	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
fiscalité rôles supplémentaires 7318	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
cvae	2,00%	-1,00%	0,00%	1,00%
tascom	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
ifer	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
attribution de compensation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fngir	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
fpic ccpf	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
teom	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
gemapi	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
autres	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%

# ✓ Les évolutions spécifiques

chapitres	gestionnaires	commentaires	variations 2020/2021	variations 2021/2022	variations 2022/2023	variations 2023/2024	sources
70	rh	mises à disposition	52 000	0	0	0	I redois
013	rh	atténuations de charges	-71 000				I redois
75	dechet	baisse cours matières premières	-27 000	0	0	0	n jariais
			-46 000	0	0	0	

# ✓ Les évolutions cumulées (globalisées + spécifiques)

	2020	2021	2022	2023	2024
Impôts et Taxes (73)	10 302 872	10 508 599	10 682 483	10 885 298	11 105 335
TH FB FNB CFE	4 591 367	4 706 128	4 823 758	4 956 329	5 092 212
CVAE	1 204 474	1 228 563	1 216 277	1 216 277	1 228 440
AURES CONTRIBUTIONS DIRECTES	516 306	518 126	519 983	521 877	523 809
FNGIR	549 864	549 864	549 864	549 864	549 864
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	316 426	316 426	316 426	316 426	316 426
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	2 602 271	2 667 328	2 734 011	2 802 361	2 872 420
Taxe Gemapi	216 000	216 000	216 000	216 000	216 000
FPIC communauté de communes	306 164	306 164	306 164	306 164	306 164
FPIC communes	0	0	0	0	0
Dotations et Participations (74)	3 752 715	3 771 318	3 799 264	3 827 828	3 857 026
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	174 633	174 633	174 633	174 633	174 633
DOTATION DE COMPENSATION	1 378 182	1 378 182	1 378 182	1 378 182	1 378 182
DCRT (dot comp de ressouces TP)	297 020	299 990	302 990	306 020	309 080
Allocations compensatrices	298 806	298 806	298 806	298 806	298 806
fctva	47 400	47 400	47 400	47 400	47 400
participations dechets	300 000	300 000	309 000	318 270	327 818
participations petite enfance	742 705	752 975	763 450	774 134	785 033
participations enfance jeunesse	418 170	423 533	429 004	434 584	440 275
participation sport loisirs TEP	0	0	0	0	0
participation caf ctg	0	0	0	0	0
participation gens du voyage	0	0	0	0	0
participation emplois aidés	0	0	0	0	0
participation marais	55 799	55 799	55 799	55 799	55 799
participation agence de l'eau gemapi	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
participation région animateur contrat TEN	0	0	0	0	0
Autres Dotations et Participations	0	0	0	0	0
Produits des services (70)	2 715 345	2 794 359	2 843 162	2 892 836	2 943 395
mise à disposition de personnel	1 364 665	1 416 665	1 437 915	1 459 484	1 481 376
remb. Frais	228 605	233 177	237 841	242 597	247 449
espace aquatique	280 800	286 416	292 144	297 987	303 947
petite enfance	180 000	183 600	187 272	191 017	194 838
enfance jeunesse	170 500	173 910	177 388	180 936	184 555
ches	310 000	316 200	322 524	328 974	335 554
déchets	160 000	163 200	166 464	169 793	173 189
autres	20 775	21 191	21 614	22 047	22 488
Autres produits de gestion courante (75)	675 505	659 328	672 515	685 965	699 684
maisons de santé	143 995	146 875	149 813	152 809	155 865
déchetterie	134 355	107 355	109 502	111 692	113 926
maison de l'emploi de l'économie et de la formation	87 605	89 357	91 144	92 967	94 826
Bâtiments industriels et tertiaires	306 250	312 375	318 623	324 995	331 495
autres	3 300	3 366	3 433	3 502	3 572
Atténuations de charges (013)	132 880	61 880	63 118	64 380	65 668
Produits de Fonctionnement Courant	17 579 317	17 795 484	18 060 542	18 356 307	18 671 108
Produits Exceptionnels (77)	1 305	1 331	1 358	1 385	1 413
Résultat d'exercice N-1	0	0	0	0	0
Produits réels de Fonctionnement hors 775	17 580 622	17 796 815	18 061 900	18 357 692	18 672 521



				variation	n/n-1			
		en <sup>o</sup>	%			en eu	ros	
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Impôts et Taxes (73)	2,00%	1,65%	1,90%	2,02%	205 727	173 884	202 815	220 037
TH FB FNB CFE	2,50%	2,50%	2,75%	2,74%	114 761	117 630	132 571	135 883
CVAE	2,00%	-1,00%	0,00%	1,00%	24 089	-12 286	0	12 163
AURES CONTRIBUTIONS DIRECTES	0,35%	0,36%	0,36%	0,37%	1 820	1 857	1 894	1 932
FNGIR	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	C
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	C
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	65 057	66 683	68 350	70 059
Taxe Gemapi	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	(
FPIC communauté de communes	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	C
FPIC communes	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	(
Dotations et Participations (74)	0,50%	0,74%	0,75%	0,76%	18 603	27 946	28 564	29 198
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	(
DOTATION DE COMPENSATION	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	(
DCRT (dot comp de ressouces TP)	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	2 970	3 000	3 030	3 060
Allocations compensatrices	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	C
fctva	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0	0	0	C
participations dechets	0.00%	3.00%	3.00%	3.00%	0	9 000	9 270	9 548
participations petite enfance	1.38%	1,39%	1,40%	1,41%	10 270	10 475	10 684	10 899
participations enfance jeunesse	1,28%	1,29%	1,30%	1,31%	5 363	5 471	5 580	5 691
participation sport loisirs TEP	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	(
participation caf ctq	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	C
participation gens du voyage	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	(
participation emplois aidés	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	(
participation marais	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0	0	0	
participation agence de l'eau gemapi	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0	0	0	(
participation région animateur contrat TEN	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	(
Autres Dotations et Participations	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	(
Produits des services (70)	2,91%	1,75%	1,75%	1,75%	79 014	48 804	49 674	50 559
mise à disposition de personnel	3,81%	1,50%	1,50%	1.50%	52 000	21 250	21 569	21 892
remb. Frais	2.00%	2,00%	2.00%	2.00%	4 572	4 664	4 757	4 852
espace aquatique	2.00%	2.00%	2.00%	2.00%	5 616	5 728	5 843	5 960
petite enfance	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3 600	3 672	3 745	3 820
enfance jeunesse	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3 410	3 478	3 548	3 619
ches	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	6 200	6 324	6 450	6 579
déchets	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3 200	3 264	3 329	3 396
autres	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	416	424	432	441
Autres produits de gestion courante (75)	-2,39%	2,00%	2,00%	2,00%	-16 177	13 187	13 450	13 719
maisons de santé	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2 880	2 938	2 996	3 056
déchetterie	-20,10%	2,00%	2,00%	2,00%	-27 000	2 147	2 190	2 234
maison de l'emploi de l'économie et de la formation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	1 752	1 787	1 823	1 859
Bâtiments industriels et tertiaires	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	6 125	6 248	6 372	6 500
autres	2,00%	1,99%	2,01%	2,00%	66	67	69	70
Atténuations de charges (013)	-53,43%	2,00%	2,00%	2,00%	-71 000	1 238	1 262	1 288
Produits de Fonctionnement Courant	1,23%	1,49%	1,64%	1,71%	216 166	265 059	295 765	314 801
Produits Exceptionnels (77)	1,99%	2,03%	1,99%	2,02%	26	27	27	28
Résultat d'exercice N-1	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	0	0	0	(
Produits réels de Fonctionnement hors 775	1.23%	1.49%	1.64%	1.71%	216 192	265 086	295 792	314 829

# \* DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

✓ Les évolutions globalisées : les chiffres en rouge correspondent à des données ajoutées ou modifiées par rapport au ROB 2020.

Evolutions N/N-1	2021	2022	2023	2024
ACHATS (011)	-4,00%	-3,00%	-3,00%	-3,00%
PERSONNEL (012)	0,00%	1,50%	1,50%	1,50%
AUTRES CHARGES D EXPLOITATION (65)				
indemnités élus	0,00%	0,50%	0,50%	0,50%
contingent incendie	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
participation pays vallée du loir hors tourisme	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
subvention office du tourisme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv action Eco (Mission Locale, anim en fleche,outil en main)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv professionnels de santé	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
subv habitat croix rouge	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
contribution syndicat mixte gens du voyage	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
subvention déchet syndicat val de loir (la fontaine oizé)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
contribution syndicat gemapi	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres Subventions	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
anv	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
autres 65	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
FRAIS FINANCIERS (66)				
intérêts échéancier dette	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
variation icnes	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
intérêts ligne de trésorerie	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
ATTENUATIONS DE RECETTES (014)				
attribution de compensation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres atténuations de produits	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
DEPENSES IMPREVUES (022)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
DOTATIONS AUX PROVISONS POUR RISQUES (68)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

# ✓ Les évolutions spécifiques

chapitres	gestionnaires	commentaires	variations 2020/2021	variations 2021/2022	variations 2022/2023	variations 2023/2024	sources
012	rh	selon document évolution masse salariale	285 000	0	0	0	I redois
65	rh	indemnités charges et formations élus	-14 000	0	0	0	I redois
66	finances	intérets de la dette signée au 01/01/2021	-6 000	-10 000	-25 000	-26 000	s menard
66	finances	icnés	0	-10 000	-8 000	-4 000	s.menard
		total	265 000	-20 000	-33 000	-30 000	

# √ Focus sur la masse salariale

# Etat récapitulatif financier (source RH) : évolution CA 2020 / besoin 2021

Principaux facteurs d'évolution du budget	BP 2021 / CA 2020	
Créations de postes 2021	77 235 €	1,11%
Politique RH 2021	175 155 €	2,52%
Reports 2020	120 919 €	1,74%
Évolutions règlementaires 2021	27 950 €	0,40%
Report 2020 Départs nets, effet Noria et/ou retard recrutement	-40 900 €	-0,59%
Départs nets, effet Noria et/ou retard recrutement 2021	-1 500 €	-0,02%
Marge de sécurité	36 975 €	0,53%
Divers	0€	0,00%
Total des facteurs	395 834 €	5,70%

Créations de postes 2021	
Postes	Montant
1/2 temps Ch. mission Sanitaire et Social	23 478 €
2 postes apprentissage (4/12ème)	8 750 €
Chargé de mission Energie renouvelable	31 006 €
CDD 6 mois Mise à jour carrières RH	14 001 €
total	77 235 €

Politique RH 2021	
Imputation	Montant
AG / PI 2021 (6/12ème)	3 500 €
Provision Remplacement 2,5 ETP	74 880 €
ALSH (4212 et 4213) Code du Travail	57 500 €
Provision DGS CA/CET (5 mois)	20 000 €
Titularisation 6 contractuels sur poste permane	12 000 €
Surnombres x 2 postes (RIFSEEP et NBI)	-7 725 €
Provision allocations chômage	9 000 €
Indemnités élections 2021 (Dept. Et Région	6 000 €
total	175 155 €

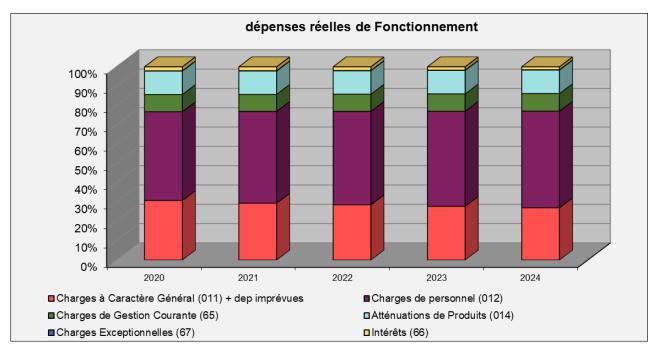
Reports 2020	
Opérations	Montant
Report avancement d'échelon 2020	15 000 €
Report AG / PI 2020	3 500 €
Prime Covid-19	-18 500 €
Report Coordonnateur Jeunesse (11/12ème	27 446 €
Report Chargé mission GEMAPI (8/12ème)	20 016 €
Report Chargé de mission TEN (6,5/12ème)	16 795 €
Report fin détachement DSJE (jb) (8/12ème	24 663 €
Report impact Covid-19 Périscolaire (4222)	32 000 €
total	120 919 €

Évolutions règlementaires 2021	
Imputation	Montant
PPCR et GVT 2021	27 950 €
total	27 950 €

Départs nets, effet Noria et/ou retard recrutement 2021			
Postes Montar			
Fin dispo Office du Tourisme	40 900 €		
GOULET Jean-Luc (Noria-2/12ème)	1 500 €		
total	1 500 €		

# ✓ Les évolutions cumulées (globalisées + spécifiques)

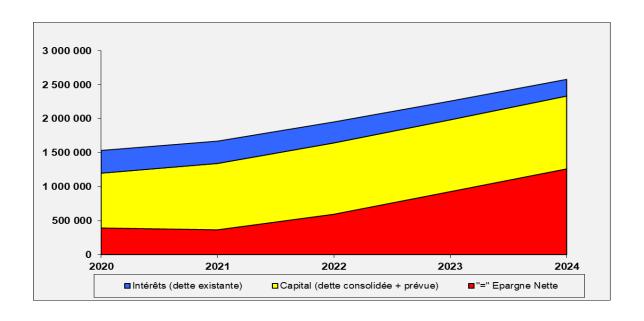
	2020	2021	2022	2023	2024
Charges à Caractère Général (011) + dep imprévues	5 042 387	4 840 692	4 695 471	4 554 607	4 417 969
Charges de personnel (012)	7 533 810	7 818 810	7 936 092	8 055 133	8 175 960
Charges de Gestion Courante (65)	1 458 054	1 452 044	1 460 822	1 469 690	1 478 648
indemnités élus	154 400	140 400	141 102	141 808	142 517
contingent incendie	522 034	527 254	532 527	537 852	543 231
participation pays vallée du loir	191 515	193 430	195 364	197 318	199 291
partipation OTVL (tourisme)	196 000	196 000	196 000	196 000	196 000
participation syndicat gens du voyage	41 400	42 021	42 651	43 291	43 940
subventions déchets val de loir la fontaine oizé	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000
contribution syndicat gemapi	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000
subvention alsh	75 100	75 100	75 100	75 100	75 100
autres subventions	163 305	163 305	163 305	163 305	163 305
autres	14 300	14 534	14 773	15 016	15 264
Atténuations de Produits (014)	1 985 323	1 986 654	1 988 012	1 989 397	1 990 809
Attribution de compensation Versée	1 918 777	1 918 777	1 918 777	1 918 777	1 918 777
Autres atténuations de Produits	66 546	67 877	69 235	70 620	72 032
Charges de fonctionnement Courant	16 019 574	16 098 200	16 080 397	16 068 827	16 063 386
Charges Exceptionnelles (67)	26 600	27 132	27 675	28 229	28 794
Charges de Fonctionnement hors intérêts	16 046 174	16 125 332	16 108 072	16 097 056	16 092 180
Intérêts (66)	334 543	328 543	308 543	275 543	245 543
Charges de fonctionnement	16 380 717	16 453 875	16 416 615	16 372 599	16 337 723

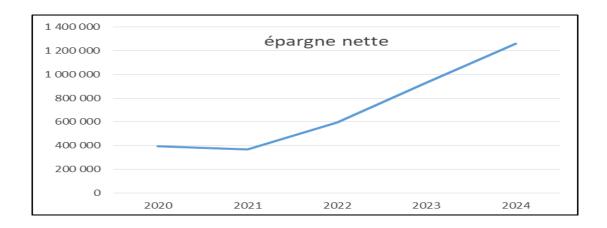


	variation n/n-1							
	en %			en euros				
	2021	2022	2023	2024	2021	2022	2023	2024
Charges à Caractère Général (011) + dep imprévues	-4,00%	-3,00%	-3,00%	-3,00%	-201 695	-145 221	-140 864	-136 638
Charges de personnel (012)	3,78%	1,50%	1,50%	1,50%	285 000	117 282	119 041	120 827
Charges de Gestion Courante (65)	-0,41%	0,60%	0,61%	0,61%	-6 010	8 778	8 868	8 958
indemnités élus	-9,07%	0,50%	0,50%	0,50%	-14 000	702	706	709
contingent incendie	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	5 220	5 273	5 325	5 379
participation pays vallée du loir	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1 915	1 934	1 954	1 973
partipation OTVL (tourisme)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
participation syndicat gens du voyage	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	621	630	640	649
subventions déchets val de loir la fontaine oizé	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
contribution syndicat gemapi	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
subvention alsh	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
autres subventions	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
autres	1,64%	1,64%	1,64%	1,65%	234	239	243	248
Atténuations de Produits (014)	0,07%	0,07%	0,07%	0,07%	1 330	1 358	1 385	1 412
Attribution de compensation Versée	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1 331	1 358	1 385	1 412
Autres atténuations de Produits	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	0	0	0	0
Charges de fonctionnement Courant	0,49%	-0,11%	-0,07%	-0,03%	78 625	-17 803	-11 570	-5 441
Charges Exceptionnelles (67)	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	532	543	554	565
Charges de Fonctionnement hors intérêts	0,49%	-0,11%	-0,07%	-0,03%	79 157	-17 260	-11 016	-4 876
Intérêts (66)	-1,79%	-6,09%	-10,70%	-10,89%	-6 000	-20 000	-33 000	-30 000
Charges de fonctionnement	0,45%	-0,23%	-0,27%	-0,21%	73 157	-37 260	-44 016	-34 876

# \* LES EPARGNES ET L'ENDETTEMENT

CHAINE DE L'EPARGNE						
	2020	2021	2022	2023	2024	
Produits de Fonctionnement Courant	17 579 317	17 795 484	18 060 542	18 356 307	18 671 108	
Charges de Fonctionnement Courant	16 019 574	16 098 200	16 080 397	16 068 827	16 063 386	
"=" Excedent Brut COURANT	1 559 743	1 697 284	1 980 145	2 287 480	2 607 722	
Produits Exceptionnels	1 305	1 331	1 358	1 385	1 413	
Charges Exceptionnelles	26 600	27 132	27 675	28 229	28 794	
"=" Epargne de Gestion	1 534 448	1 671 483	1 953 828	2 260 636	2 580 341	
Intérêts (dette existante)	334 543	328 543	308 543	275 543	245 543	
"=" Epargne Brut	1 199 905	1 342 940	1 645 285	1 985 093	2 334 798	
Capital (dette consolidée + prévue)	807 000	977 000	1 050 000	1 057 000	1 072 000	
"=" Epargne Nette	392 905	365 940	595 285	928 093	1 262 798	





Le niveau d'endettement se mesure notamment à partir d'un ratio appelé Capacité de désendettement. Ce ratio, qui rapporte l'épargne brute à l'encours de la dette, permet d'identifier, en nombre d'années, l'endettement d'une collectivité locale. Il permet de répondre à la question suivante : en combien d'années une collectivité pourrait-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut?

Pour autant, cet indicateur ne peut résumer à lui seul la totalité d'une analyse financière. Il doit être mis en perspective. En effet, une collectivité locale en phase d'investissement et donc d'endettement peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices pour le ramener progressivement vers des niveaux acceptables.

EVOLUTION EXTINCTION DE LA DETTE EXISTANTE					
	2021	2022	2023	2024	
ENDETTEMENT AU 01/01/N	13 697 644	14 020 800	12 971 373	11 914 985	
Encours dette existante au 01/01	13 697 644	12 720 800	11 732 156	10 736 976	
Encours dette 2020 à réaliser	0	1 300 000	1 239 217	1 178 009	
Encours dette complémentaire budget n et n+	0	0	0	0	
EPARGNE BRUTE hors dette complémentaire	1 342 940	1 645 285	1 985 093	2 334 798	
	0	0	0		
intérêts de la dette complémentaire	0	0	0	U	
EPARGNE BRUTE COMPRIS dette complémentaire	1 342 940	1 645 285	1 985 093	2 334 798	
EXTINCTION DE LA DETTE	10,20	8,52	6,53	5,10	

Cet exercice de prospective permet d'estimer les différentes épargnes de la collectivité. Ces dernières peuvent être mises en corrélation avec le programme d'investissement.

### \* L'INVESTISSEMENT

La collectivité devra donc se fixer des objectifs permettant de garantir les grands équilibres (niveau de service à rendre, pression fiscale, marges brutes et nettes, politique de dette, volume d'investissements...) dans le respect du projet de territoire qui reste à définir. Compte tenu de l'impact de la crise de la Covid, il est proposé un programme d'investissement uniquement pour 2021. Il conviendra de mettre en perspective les investissements de la suite du mandat dès le ROB 2022. Un plan pluriannuel d'investissement pourrait être mise en œuvre.

### liste indicative non exhaustive

Dépenses d'investissement	2021
Pole Economie	694 000
Parcs d'activités dont :	
zone monnerie	650 000
mefe armoire ascenseur	14 000
Aide aux Derniers commerces	30 000
Aménagement du territoire	1 020 000
fibre optique	300 000
parking cars bouchevereau	720 000
Pole Déchets	395 000
Bennes à Ordures Ménagères	150 000
autofinancement nouvelle déchetterie et quai de transfert	135 000
conteneurs Matériel divers OM et tri sélectif	110 000
Pole gemapi	97 000
travaux gemapi avant subv compris fctva	63 000
marais matériel	10 000
TEN marais plan de gestion	24 000
Pole sport loisirs	1 689 600
travaux ilébulle	1 689 600
Pole Voirie - propreté	1 499 000
Travaux Voirie (prog Annuel)	1 116 000
feux tricolores	10 000
ouvrages d'art	10 000
matériel voirie	3 000
signalétique directionnelle et de police	10 000
giratoire médaillés militaires	350 000
Divers	244 000
toiture terrasse pôle petite enfance	5 000
Matériel et logiciels Informatiques	30 000
etude TEN étude et travaux en lien avec la biodiversité	123 000
refonte circuits rando et mise en valeur biodiversité	20 000
D. ( )	6 000
provision Travaux Bat. Communautaires	
PLH - Logement Social	60 000

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2021
Fctva	699 410
vente terrains monnerie	650 000
subvention rond-point médaillés militaires	248 000
assurance ilébulle	560 000
subventions ilébulle	547 500
subvention parking car bouchevereau 80% du HT	480 000
TEN abc région 5% du HT	5 125
TEN abc AFB 75% du HT	76 875
TEN circuit randonnées région 50% HT	8 333
TEN circuit randonnées UR CPIE environ 3,3%	600
subvention marais plan de gestion 50%	10 000
Total recettes d'investissement	3 285 843

solde final (épargne nette - dépenses d'investissement + recettes d'investissement)	-1 986 817
--	------------

# 4ème Partie : LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES DES BUDGETS ANNEXES

Un ROB doit être réalisé pour les budgets annexes.

### \* LES ZONES D'ACTIVITE

Une réflexion est en cours pour regrouper les budgets des 4 zones d'activité (Aubrière, Bertraie, Espérance, Monnerie).

Des parcelles sur la zone d'activité économique de la monnerie située boulevard de l'Europe devraient être vendues. Le produit sera réaffecté à la construction des voies et réseaux nécessaires aux dessertes des parcelles ainsi qu'à des travaux sur la première tranche de cette même zone d'activité. Les études sont en cours. Il n'est pas prévu de travaux sur les autres zones.

La politique d'investissement sera ajustée en fonction de l'évolution des stocks de terrains à vendre. Les crédits seraient ouverts dans les différents budgets primitifs ou par décisions modificatives en fonction des dates de prise de décisions.

### SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

La majorité des contrôles des anciennes installations est externalisée depuis 2016. La durée de validité des contrôles a été portée de 6 à 10 ans.

Ce budget ne doit pas être déficitaire puisqu'il ne peut être équilibré par le budget général. Le temps de travail affecté à ce budget est passé de 50% à 5% d'un ETP en 4 ans. Ce budget n'a pas de section d'investissement. la section de fonctionnement devrait s'équilibrer à environ 17 000 euros en 2021.

<u>NOTES PERSONNELLES</u>	